



Une sociologie du soupçon ?

Vincent Tiberj

► To cite this version:

Vincent Tiberj. Une sociologie du soupçon ?. Revue européenne des sciences sociales (Cahiers Vilfredo Pareto), 2019, Les jeunes français face à la radicalité, 57 (1), pp.258-263. 10.4000/ress.5345 . halshs-02159939

HAL Id: halshs-02159939

<https://shs.hal.science/halshs-02159939>

Submitted on 3 Jan 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Une sociologie du soupçon ?

A suspicious sociology?

Vincent Tiberj



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ress/5345>

DOI : 10.4000/ress.5345

ISBN : 1663-4446

ISSN : 1663-4446

Éditeur

Librairie Droz

Édition imprimée

Date de publication : 30 mai 2019

Pagination : 258-263

ISSN : 0048-8046

Référence électronique

Vincent Tiberj, « Une sociologie du soupçon ? », *Revue européenne des sciences sociales* [En ligne], 57-1 | 2019, mis en ligne le 01 janvier 2023, consulté le 03 janvier 2023. URL : <http://journals.openedition.org/ress/5345> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ress.5345>

théories complotistes concernant les attentats ont une très forte audience (cette adhésion partielle ou totale concerne 51 % des lycéens à propos du 11 septembre 2001). En définitive, 9 % des lycéens interrogés sont concernés par la radicalité informationnelle (les garçons deux fois plus que les filles), avec des variables fortement corrélées : faible intégration économique de la famille, sentiment de discrimination, diagnostic de l'injustice de la société, faible satisfaction scolaire, revendication d'une identité culturelle complémentaire ou alternative à celle de la France, forte intégration religieuse musulmane, propos antisémites, tolérance forte à la violence politique.

Une courte postface conclut l'ouvrage, en revenant sur la prudence avec laquelle il est nécessaire de lire ces résultats, qui illustrent des opinions et non des actes, et nécessitent d'être approfondis. Néanmoins certains traits saillants de l'enquête sont soulignés à titre d'alerte. La distance émotionnelle à l'égard des attentats et la place importante des visions complotistes chez les lycéens dans un régime général de défiance conduisent les auteurs à s'interroger non sans inquiétude sur la manière dont ces jeunes exerceront leur citoyenneté à l'avenir.

Les quatre contributions suivantes sont le fait de sociologues engagés dans des recherches autour de la radicalité, des croyances religieuses ou de l'expression politique et identitaire des jeunes musulmans. Elles font suite à la vie controversée à laquelle a donné lieu la parution de l'ouvrage en France, tout en cherchant à prendre du recul par rapport à la teneur polémique des échanges. Si l'intérêt de l'étude ne semble faire aucun doute, la portée de ses conclusions reste sujette à caution et fait ici l'objet de critiques argumentées. Les auteurs de l'ouvrage ayant accepté de se prêter au jeu de la discussion, ils entreprennent d'y répondre à leur tour dans un texte qui conclut ce dossier.

A.V.

UNE SOCIOLOGIE DU SOUPÇON ?

Vincent Tiberj

Sciences Po Bordeaux, Centre Émile Durkheim
v.tiberj@sciencespobordeaux.fr

La Tentation radicale ne peut plus être critiquée uniquement à l'aune de l'enquête dont elle est issue. Premièrement parce que cette recherche a aussi été mobilisée par Olivier Galland, l'un de ses codirecteurs, pour remettre en question ce qu'il appelle la « sociologie du déni » (Galland, 2017) de certains spécialistes de l'immigration dont je suis. À cet égard, il est dommage que l'enquête de *La Tentation* soit mobilisée cette fois dans une logique du soupçon, qui peut s'avérer aussi problématique. Deuxièmement, parce que la réception des travaux sur l'immigration et l'intégration se fait généralement « à charge ». Quand les

résultats concluent que l'intégration de la plupart des immigrés et de leurs descendants se déroule et se réalise à bas bruit, ils tendent à être ignorés dans l'espace public. Mais si les travaux résonnent avec la thématique de la crise de l'intégration, leur écho est beaucoup plus large¹. Cela devrait nous inciter collectivement à faire très attention à la manière dont nous «cadrons» nos questionnaires, nos recherches et nos résultats. Ici il s'agira donc de faire l'analyse de la *Tentation radicale* dans ce contexte sociologique et politique.

L'ouvrage a le grand mérite de fonder ses résultats sur une enquête par questionnaire, ce qui permet de juger sur pièce. Dans un premier temps on reviendra sur la méthode choisie, puis, dans un second temps, on se focalisera sur la manière dont certains résultats ont été analysés.

D'abord, comme Anne Muxel l'a rappelé, nous n'avions plus eu en France, depuis trop longtemps, d'enquête quantitative sur l'univers politique des adolescent.e.s en lycée. C'est donc une initiative bienvenue et je rejoins les directeur.e.s du livre pour souhaiter que d'autres équipes prennent la suite. De plus, on ne peut que se féliciter de l'utilisation systématique d'une approche multivariée qui permet de faire entrer dans le champ d'analyse les autres facteurs contextuels (établissements, milieu familial) et individuels (genre, origines, niveau et parcours scolaire). Le principal problème méthodologique de l'enquête tient à la constitution de l'échantillon, notamment dans le choix des lycées et donc des lycéen.ne.s qui vont être interrogé.e.s². On apprend ainsi que les 20 lycées ont été choisis «en étroite collaboration» avec les rectorats (p. 12). Ils l'ont été sans doute parce que le climat scolaire ou les jeunes qui y sont scolarisés étaient spécifiques, notamment du point de vue des origines ou de la religion supposée. Or c'est un biais majeur qui va peser sur l'ensemble des indicateurs de l'enquête, notamment sur les comportements et opinions religieux, les jugements sur les attentats, les rôles de genre, etc. Enoncé très simplement : considérerions-nous comme représentative de la population des musulmans français une enquête uniquement réalisée à Clichy-sous-Bois³ par exemple ? La forte proportion de musulmans dans cette commune pèse vraisemblablement sur la religiosité des individus, sur leurs réseaux sociaux, voire sur leurs opinions. Surtout, nombre de musulmans vivent dans des zones très différentes et ces contextes peuvent

1 Il suffit de se rappeler du traitement de couples de travaux scientifiques sur l'immigration sortis au même moment : les premiers résultats de l'enquête *Trajectoires et Origines* (TeO) compilés dans Beauchemin, Hamel, Simon (2010), et l'ouvrage d'Hugues Lagrange, *Le Dénî des cultures* (2010) ; ou encore le livre de Françoise Lorcerie et Vincent Geisser, *Les Marseillais musulmans* (2011) et celui de Gilles Kepel, *Banlieue de la République* (2011). Bien sûr, ces différences de traitement sont dues en partie à la force de frappe de certaines maisons d'édition, mais seulement en partie. Dans les deux cas, les travaux qui ont obtenu la meilleure couverture médiatique, ceux de Lagrange et de Kepel, sont plus conformes aux peurs et aux préoccupations du moment, quand les deux autres remettent en question cet alarmisme en fournissant une vision à la fois plus nuancée et plus empiriquement structurée.

2 Je m'en étais ouvert à Olivier Galland lors d'une discussion préalable sur le projet.

3 La ville dans laquelle Kepel a mobilisé ses données pour son ouvrage.

induire des opinions elles-mêmes très différentes. Pour mémoire, 30 % des Français d'origine maghrébine, africaine et turque interrogés dans l'enquête *Rapport au politique des Français issus de l'immigration* (RAPFI) de 2008 vivaient dans des communes de 20 000 habitants et moins (voir Brouard et Tiberj, 2011).

Un échantillon représentatif de la population générale des 15-17 ans a été mis en place, à des fins de comparaison. Mais la population des lycéen.ne.s enquêtée reste très particulière. Une autre enquête eût été possible, suivant la démarche des enquêtes en sociologie de l'éducation (sélection aléatoire des lycées, puis des classes, par exemple), ou bien en sélectionnant aléatoirement directement les lycéen.nes. Cette démarche avait été suivie pour l'enquête RAPFI. Or, avec le protocole d'enquête finalement choisi, on maximise les chances de trouver des lycéen.ne.s d'origine immigrée et/ ou musulman.e.s ; et, surtout, on maximise les chances de voir le facteur religieux peser davantage, un peu de la même façon que certains policiers font du contrôle au faciès (voir Jobard, Lévy, Lamberth et Névanen, 2012) parce que selon eux c'est une stratégie qui permet de maximiser les chances d'identifier des comportements déviants.

Se pose également la question du mode de passation des questionnaires. Le carnet de terrain d'Alexandra Frénod raconte bien cette étape essentielle, dans les salles de classe ou même des amphithéâtres (p. 21). Un tel dispositif ne permet pas de neutraliser les effets de contrôle social par les pairs et cela peut donc renforcer encore un peu plus une norme de groupe particulière. C'est d'ailleurs l'une des explications possibles du lien établi par Galland entre «absolutisme religieux», selon ses termes, et pourcentage de musulmans dans les classes de seconde (p. 115).

L'enquête présente donc des défauts de conception qui obèrent toute vocation à la généralisation. C'est particulièrement dommageable dès lors qu'il s'agit de déterminer le «halo qui peut entourer les plus déterminés des djihadistes» (selon les termes employés par Galland dans son article «La sociologie du déni», 2017), et que l'auteur cite l'enquête de la *Tentation radicale* comme un modèle à suivre (voir p. 130), la plaçant de fait sur le même plan empirique que l'enquête TeO, dont les conditions d'échantillonnage sont particulièrement strictes.

Le second problème à prendre en compte dans ce travail est la posture d'analyse des données. La recherche se fait ici trop souvent par soupçon. Plusieurs exemples peuvent être relevés.

Dans son chapitre, Jean-François Mignot s'est intéressé aux «jeunes qui ne condamnent pas totalement les attentats» (p. 168), qu'il estime à 32 % pour les attentats de janvier 2015, dont 10 % qui «condamnent [les auteurs], mais partagent certaines de leurs motivations», et 5 % qui «ne les condamnent pas». On aurait pu tracer la ligne autrement et ils n'étaient plus que 14 % à être «indifférents» ou «qui ne condamnent pas». Une affaire de verre à moitié vide ou à moitié plein ? Pas simplement, surtout quand on se penche sur la réception des travaux sur l'intégration : on se focalise sur le comporte-

ment d'une minorité alors que la plupart des lycéens interrogés rejettent effectivement la violence et le terrorisme. Avec ce type d'approche, que doit-on penser des 33 % de répondants qui, en février 2015, dans l'enquête CNCDH postérieure aux attentats « n'ont pas participé et ne voulaient pas participer aux manifestations "je suis Charlie" » ?

Il est mis en exergue et déploré que 30 % des lycéens interrogés sont favorables au rétablissement de la peine de mort (p. 27). Mais ce pourcentage est à contextualiser : dans le baromètre CNCDH de 2018, 27 % des 18-24 ans souhaitent un retour de la peine de mort et 44 % des 60 ans et plus. Autre exemple, dans son chapitre, Anne Muxel met en avant que 17 % des lycéens et 23 % des jeunes veulent changer la société. Pour mémoire, 24 % des électeurs en 1995 pensaient de même, sans pour autant que les analystes de l'époque y voient un danger pour la démocratie ou pour les équilibres politiques. Des jeunes qui contestent un système, c'est assez classique, ou alors il ne faudrait pas commémorer mai 1968.

Des opinions aux actes, il y a clairement un très grand pas, ce que les auteur.e.s rappellent à plusieurs reprises. Cependant, en adoptant souvent une ligne d'interprétation sur la radicalité, elles ou ils en viennent à laisser de côté les résultats positifs ou à ne pas suspendre le jugement là où il le faudrait.

Une première manière de relativiser ces réponses est de rappeler la spécificité des répondants : des adolescents, en pleine phase de construction personnelle, un moment compliqué où la parole des parents et des pairs a une importance particulière. La mise en avant de valeurs virilistes peut expliquer la tolérance à la déviance ou à la violence relevée par plusieurs des chercheurs. Ces caractéristiques ne sont probablement pas propres aux lycéen.nes interrogé.e.s, surtout elles ne disent rien de la manière dont ces valeurs et opinions se maintiendront dans la suite de leur vie d'adultes et de citoyens.

Dans son chapitre, Olivier Galland pointe le rôle de l'islam dans la radicalité religieuse. Mais la preuve d'une spécificité musulmane est problématique. Il compare les musulmans aux catholiques pour conclure à la plus grande radicalité des premiers. Pourtant, les catholiques pris en compte ne sont plus des religieux pour nombre d'entre eux : cela fait longtemps qu'en sociologie politique on distingue entre catholiques pratiquants et non-pratiquants (voir Michelat et Simon, 1977) et l'on sait que les seconds expriment plus une origine culturelle qu'une croyance en se déclarant de cette religion, ce qui n'est pas le cas des musulmans. De plus, seul l'islam est en augmentation en France, essentiellement du fait de l'immigration et de la transmission de cette religion aux descendants. La société française de plus en plus sécularisée s'éloigne des sociétés d'origine des immigrés dans lesquelles le sentiment religieux demeure très fort. Dans la vague 2010-2014 de la *World value survey*, 91 % des Algériens, 95 % des Tunisiens et 89 % des Marocains interrogés considèrent que la religion est « très importante » dans leur vie. En France, seuls 13 % des répondants pensent ainsi dans l'enquête *Valeurs* de 2008. Conséquemment, les jeunes musulmans sont élevés dans des familles qui se distinguent de plus en plus du reste de la population, et dans un contexte qui peut paraître de plus en plus décalé : le respect

strict de la religion ne se retrouve sans doute plus que dans les lycées catholiques les plus rigoureux (qui ne sont pas couverts par l'échantillon). On peut donc regretter que la famille et ses normes aient été laissées de côté du champ d'analyse. Et on peut faire l'hypothèse qu'avec le temps et la progression dans les études, ces valeurs religieuses deviennent moins rigoureuses ou moins absolutistes, par le jeu de la socialisation et de l'éloignement avec les normes familiales.

Enfin, on ne peut oublier le contexte politique dans lequel les élèves musulmans ont été éduqués. Depuis 2001, le cadrage des débats autour de l'immigration s'est progressivement transformé en cadrage sur l'islam et sa compatibilité avec la République (voir Tiberj, 2008 ; 2014). Ce contexte explique au moins en partie la prégnance de la confession musulmane dans les différentes opinions mesurées, notamment en réaction à certaines attentes quand il s'agit de mesurer « l'absolutisme religieux ». Ici, on peut faire l'hypothèse qu'en plus des normes familiales, les tensions autour de l'islam ont aussi infusé de manière rétro-active sur les identités de ces lycéen.ne.s., à la manière de Laurent Lardeux qui montre d'ailleurs bien dans son chapitre le lien « en boucle » qui existe entre discrimination et sentiment que la police abuse lors des contrôles (p. 309).

À cet égard, les analyses de la *Tentation radicale* auraient gagné à prendre davantage en compte les facteurs sociaux et politiques qui pèsent sur l'adolescence de ces répondants et à moins se centrer sur les facteurs individuels.

En définitive, la *Tentation radicale* est un livre important, qui, a n'en pas douter, sera au cœur d'un débat dans la communauté scientifique des spécialistes de l'immigration, des jeunes et des valeurs. Les pistes qu'il ouvre sont importantes et devront être parcourues. Il est à regretter qu'au-delà du déni ou du soupçon, nous ayons du mal à maintenir un équilibre sur nos données d'enquêtes qui, par construction, restent déclaratives, construites et surtout évolutives.

BIBLIOGRAPHIE

- BEAUCHEMIN Ch., HAMEL Ch. et SIMON P. (dir.), 2010, « Trajectoires et origines : enquête sur la diversité des populations en France. Premiers résultats », Paris, Ined, Document de travail, n° 168.
- BROUARD S. et TIBERJ V., 2011, *As French as Everyone Else?*, Philadelphia, Temple University Press.
- GALLAND O., 2017, « La sociologie du déni. L'exemple des travaux sur l'immigration », *Le Débat*, 197- 5, p. 127-131.
- JOBARD F., LEVY R., LAMBERTH J. et NEVANAN S., 2012, « Mesurer les discriminations selon l'apparence : une analyse des contrôles d'identité à Paris », *Population*, 67-3, p. 423-451.
- KEPEL G., 2011, *Banlieue de la République*, Paris, Institut Montaigne.

LAGRANGE H., 2010, *Le Dénî des cultures*, Paris, Éditions du Seuil.

LORCERIE F. et GEISSER V., 2011, *Les Marseillais musulmans*, London, Open Society Foundations-OSF.

MICHELAT G. et SIMON M., 1977, *Classe, Religion & Comportement politique*, Paris, Presses de Sciences Po.

TIBERJ V., 2008, *La Crispation hexagonale: France fermée contre France plurielle, 2001-2007*, Paris, Plon.

—, 2014, «L'islam et les Français: cadrages des élites, dynamiques et crispation de l'opinion», *Migrations Société*, 155-5, p. 165-180.

LES JEUNES MUSULMANS «TENTÉS» PLUS QUE LES AUTRES PAR LA RADICALITÉ? L'ENQUÊTE EST LOIN D'ÊTRE CLOSE...

Agnès Villechaise

Université de Bordeaux, Centre Émile Durkheim
agnesdupont@u-bordeaux.fr

Il faut saluer l'ambition de l'enquête dirigée par Olivier Galland et Anne Muxel, qui se confronte à l'étude d'un objet particulièrement sensible. Explorer la «tentation radicale» des jeunes musulmans dans un climat d'émotion propice aux jugements hâtifs et à l'instrumentalisation politique n'allait pas complètement de soi, et un tel ouvrage pouvait fournir une belle réponse aux remises en cause de l'utilité des sciences sociales.

Le livre est d'ailleurs généreux à bien des égards. Il offre d'abord des ressources informatives et conceptuelles en grand nombre, en proposant une utile revue des travaux qui cherchent à saisir la genèse, la nature et les manifestations de la radicalité. Il expose ensuite des résultats nourris, dont les auteurs révèlent utilement les états méthodologiques dans les nombreux tableaux et annexes proposés. Il invite enfin à la réflexivité et à la prudence, insistant sur la nécessité d'approfondir les éléments dégagés au terme de l'enquête.

Pourtant, si les auteurs défendent la rigueur scientifique, un certain nombre de choix ou d'interprétations peuvent apparaître discutables.

L'échantillon pose tout d'abord question. Il est dit peu de choses quant à la décision de travailler sur des jeunes de 14 à 16 ans (le chapitre 1 évoque rapidement l'appétit qui serait le leur pour la radicalité, p. 55), et l'on peut avoir le sentiment d'une corrélation implicite entre adhésion à la violence ou à l'absolutisme, et période adolescente. Or une approche générationnelle conduirait à montrer plus largement les transformations du rapport à la citoyenneté et à la politique sur la période récente, marquée par une inflexion contestataire (voir par exemple sur ce point Tiberj, 2017). D'ailleurs, sans pour autant développer le propos, les auteurs évoquent eux-mêmes (p. 49 et suiv.)